Emeutes en Corse : “On peut tous constater qu’il y a une différence de traitement manifeste entre les détenus islamistes et les autres. Cela a exacerbé le sentiment d’injustice”

10/03/2022 à 15h03



Jean-Michel Mosconi est délégué LR de la deuxième circonscription LR de Corse du Sud et responsable corse d’Oser La France, mouvement présidé par Julien Aubert. Fin connaisseur de l’île de beauté, il a eu l’amabilité de répondre à nos interrogations sur les émeutes en cours en Corse.

Pouvez-vous nous expliquer concrètement ce qui se passe actuellement en Corse ? La situation internationale obligeant les chaînes d’information en continu à s’occuper

principalement de l'Ukraine, nous n'avons pour l'instant que des vidéos d'émeutes diffusées sur les réseaux sociaux.

Je vais essayer de vous résumer tout ça. Cela fait quelques années déjà que traîne cette histoire du rapprochement des détenus corses de leurs familles, conformément au droit en vigueur. Yvan Colonna et les co-accusés Alain Ferrandi et Pierre Alessandri devaient bénéficier selon les textes, de la levée du statut de détenus particulièrement signalés (DPS) et d'une procédure de rapprochement avec l'île. Le problème est que les établissements pénitentiaires de Corse ne sont pas adaptés à l'accueil des DPS. Donc tant que leur statut n'est pas levé, ils ne peuvent pas bénéficier de la procédure de rapprochement. Cette situation particulière s'ajoute à un contexte de tensions entre les nationalistes au pouvoir et l'Etat français aujourd'hui fragilisé par les Gilets Jaunes ou la situation internationale.

L'agression d'Yvan Colonna s'inscrit aussi dans une question lancinante de la société corse qui trouve une caisse de résonance dans la société française dans son ensemble. On peut tous constater qu'il y a une différence de traitement manifeste entre les détenus islamistes et les autres. Paradoxalement, les conditions de détention sont bien plus ouvertes pour ces personnes radicalisées et non réinsérables. La justice envisage plus facilement leur libération potentielle et leur détention est plus souple. Cela a exacerbé le sentiment d'injustice ressenti en Corse. D'autant plus que l'agression d'Yvan Colonna est particulièrement trouble. Songez que deux détenus DPS sont restés seuls pendant 8 minutes alors qu'Yvan Colonna n'a droit qu'à 20 minutes de sport par jour. Les détenus ne sont d'ailleurs intervenus qu'après que son agresseur Franck Elong Abé, djihadiste du Cameroun âgé de 36 ans, n'ait frappé à la porte fermée par les gardiens pour signaler que monsieur Colonna avait fait un « malaise cardiaque ». De quoi laisser place à des interprétations…

Quel rôle a joué Emmanuel Macron là-dedans ? Le Canard Enchaîné a révélé que le président avait conclu un accord secret avec les responsables autonomistes.

Il faut savoir que la majorité actuellement au pouvoir penche plutôt du côté autonomiste qu'indépendantiste. Ainsi, ils avaient appelé à voter Emmanuel Macron en 2017. Paul-Toussaint Parigi, sénateur de Corse et proche de Gilles Simeoni, siège avec Europe Ecologie Les Verts. Tout ça pour vous faire comprendre que les nationalistes sont dans une position politique très compliquée : leur électorat est très à droite comme le montrent les élections nationales mais eux sont plutôt de gauche. Ils ont une inclinaison naturelle pour Emmanuel Macron. Cette dichotomie entre les dirigeants nationalistes corses de gauche, comme leurs homologues catalans en Espagne, et les idées jacobines ou faussement décentralisatrices de la gauche au plan national, les met en grandes difficultés. Emmanuel Macron n'est par exemple pas un ami de la Corse. Les élus nationalistes vont naturellement à gauche sans se demander si la gauche porte un vrai projet de décentralisation. Il semble que dans la continuité de ce qu'il a fait, Emmanuel Macron ait mis dans la balance une forme d'autonomie renforcée tout en proposant le rapprochement des détenus, en vue d'un soutien à l'élection présidentielle.

On peut tolérer des manœuvres électorales, elles font partie du jeu politique en Corse comme ailleurs en France, mais en l'espèce celle-ci laisse une impression étrange après ce qui est arrivé à Yvan Colonna. Y aurait-il eu une intervention de barbouzes pour faire capoter l'accord et mettre Emmanuel Macron en difficultés ? Yvan Colonna serait alors la tragique victime collatérale d'une manœuvre au sommet. Serait-ce, sinon, le résultat d'une simple négligence coupable d'un Etat incapable de garantir une sécurité minimale aux DPS alors même qu'ils ont ce statut officiellement pour prévenir ce type de violences ?

(…)

lincorrect.org